



Bruxelles le 19 octobre 2011

Communiqué au formateur et aux négociateurs du prochain gouvernement fédéral belge

A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, la Coalition contre la faim, qui regroupe une vingtaine d'organisations soutenant l'agriculture et les organisations paysannes dans les pays du Sud, a organisé ce 19 octobre une rencontre avec les parlementaires fédéraux sur la politique menée par la Belgique pour lutter contre la faim.

En introduction, la présidente du Sénat, Sabine de Bethune (CD&V), a rappelé l'actualité de la faim dans le monde et a plaidé pour que ce point soit une priorité dans la prochaine Déclaration gouvernementale.

Interpellées par la Coalition contre la faim sur les points spécifiques de l'accapement des terres et de la spéculation sur les produits agricoles, Olga Zrihen (PS) et Thérèse Snoy (ECOLO) ont rappelé les avancées enregistrées dans les diverses résolutions tant du Sénat que de la Chambre.

Si, en ce qui concerne les résolutions sur l'accapement des terres, la Coalition s'est félicitée des orientations adoptées, elle a cependant mis en évidence des avancées à concrétiser dans la lutte contre la spéculation sur les produits agricoles :

- La séparation nette entre les activités des acteurs du secteur alimentaire et celui de la finance (banques, assurances, fonds de pension, fonds spéculatifs...)
- Le rétablissement des outils de régulation de l'offre de produits agricoles tels que les stocks à la ferme et les stocks publics nationaux et régionaux, les quotas et contingentements.
- Des politiques agricoles qui assurent les revenus des producteurs agricoles au travers de prix stables et rémunérateurs tant au Sud qu'au Nord.

Par ailleurs, pour la Coalition, il s'avère nécessaire d'assurer, d'une part, les obligations internationales de la Belgique en matière de droits de l'Homme et, d'autre part, la cohérence de l'ensemble des politiques internationales pour qu'elles renforcent, toutes, les objectifs de développement et notamment la réduction de la faim. Ces objectifs pourraient être rencontrés par la création d'un Conseil fédéral pour la cohérence des politiques pour le développement qui pourrait être présidé par le Premier ministre.

Plus d'info : www.jma2011.be

Personnes de contact :

Jean-Jacques Grodent : 0496 17 86 93 – Stéphane Desgain : 0475 76 90 61.